

Projet de classement au titre des sites Secteurs pavés de Paris-Roubaix et son vélodrome

1- Contexte réglementaire

1- Objet de l'enquête publique

L'enquête publique concerne le classement des secteurs pavés de Paris-Roubaix et son vélodrome au titre de la politique des sites, sur les 61 communes indiquées en annexe.

Elle est régie par les dispositions du Code de l'environnement :

- la loi du 2 mai 1930, transposée dans les dispositions législatives (L.341-1 et suivants) et réglementaires (R.341-1 et suivants) du Code de l'environnement ; en particulier les dispositions de l'article L.341-3 qui soumet depuis la loi 2010-788 du 12 juillet 2010, portant Engagement National pour l'Environnement, les projets de classement à enquête publique préalable dans les conditions fixées au chapitre III du titre II du livre Ier ;
- les dispositions législatives et réglementaires portées au chapitre III du titre II du livre Ier du Code de l'environnement qui fixent les conditions de la participation du public aux décisions ayant une incidence sur l'environnement ; en particulier les dispositions fixées au 3° du I de l'article L.123-2 qui précisent que les projets de classement font l'objet d'une enquête publique préalablement à leur création.

• Maître de l'ouvrage

Ministère de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche

Direction générale de l'aménagement, de l'urbanisme et des paysages

Direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages

Sous-direction de l'urbanisme réglementaire et des paysages

UP1 - Bureau des sites et espaces protégés

92 055 La Défense Cedex

• Responsable du projet

M. le directeur régional Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Service eau et nature - Pôle sites et paysages Inspection régionale des sites 44 rue de Tournai, 59019 Lille Cedex dreal-hauts-de-france@developpement-durable.gouv.fr	Chef de projet : Stéphanie MEERPOEL Inspectrice des sites, en charge du Nord 44, rue de Tournai - CS 40 259 59 019 Lille Cedex Tel : 03.20.40.54.92 Tél. 03 20 13 48 48 - Fax. 03 20 40 43 23 psp.sen.dreal-hauts-de-france@developpement-durable.gouv.fr
---	--

• Responsable de la procédure administrative

M. le préfet du Nord

Préfecture du Nord
Direction de la coordination
des politiques interministérielles
Bureau de l'appui territorial interministériel
12 rue Jean Sans Peur, 20003 CS, 59039 LILLE cedex
gautier.renault@nord.gouv.fr

2- La politique des sites

La protection et la reconnaissance des secteurs pavés de Paris-Roubaix et son vélodrome pour son critère historique revêt un intérêt général.

La volonté de préserver les sites et les monuments naturels les plus exceptionnels a été traduite dans la loi du 21 avril 1906, mais c'est la loi du 2 mai 1930 qui donnera à la politique des sites la forme qu'on lui connaît toujours. Elle est désormais codifiée aux articles L.341-1 à 22 du Code de l'environnement pour sa partie législative. Cette législation s'intéresse aux monuments naturels et aux sites « *dont la conservation ou la préservation présente, au point de vue artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque, un intérêt général* ». L'objectif est de conserver les caractéristiques du site, l'esprit des lieux, et de les préserver de toutes atteintes graves.

Ce projet de classement ne figure pas dans la liste indicative des sites majeurs du département du Nord restant à classer en vertu de l'instruction du Gouvernement du 18 février 2019. Cette caractéristique n'est aucunement rédhibitoire pour mener la procédure envisagée. A noter qu'une première étape de classement a déjà eu lieu sur l'un des secteurs de la course : la « Drève des Boules d'Hérain dite Pavés d'Arenberg » à Wallers (arrêté du 26 janvier 1993) »

Après une 1ère visite de l'Inspection générale de l'Environnement et du Développement Durable (IGEDD) ayant conclu le 15 mai 2023 à l'opportunité du classement, l'étude menée par la DREAL en 2024 a confirmé le bien fondé d'un classement sur le critère historique : Les secteurs pavés de Paris-Roubaix et son vélodrome sont indissociables de l'histoire de la course et du territoire qu'elle traverse. Hérités du développement industriel, minier et agricole de la fin du XIX^e et du début du XX^e siècle, ils constituent les témoins matériels d'un passé ouvrier et rural. Directement liés à un événement sportif majeur, reconnu internationalement et organisé depuis plus d'un siècle, ils participent pleinement à l'identité du Nord et revêt un intérêt général.

3- Contenu du dossier d'enquête publique

Le dossier de projet de classement contient les pièces suivantes (article R.341-4 du Code de l'environnement) :

1° Un rapport de présentation comportant une analyse paysagère, historique et géomorphologique du site, les objectifs du classement et, éventuellement, des orientations de gestion.

Les pièces correspondantes au dossier présenté sont intitulées rapport de présentation et plan de gestion et de valorisation

2° Le cas échéant, les prescriptions particulières de classement visées au troisième alinéa de l'article L.341-6 du code de l'environnement :

Le projet ne comprend pas de demande de modification de l'état, ou de l'utilisation des lieux, en application des prescriptions particulières de la décision de classement pouvant ouvrir droit à indemnité.

3° Un plan de délimitation du site à classer :

Le dossier comprend un plan au 1/75 000 présentant l'intégralité du site classé au format A0 présenté sur fond IGN Scan 100.

4° Les plans cadastraux correspondants :

Le dossier comprend 3 plans d'assemblage des plans cadastraux au 1/25 000, en format A0 et 96 plans cadastraux au 1/2 500.

4- Insertion de l'enquête publique dans la procédure de classement

4.1 Débat public / concertation du public

Le projet n'a pas fait l'objet de débat public ni de concertation publique au sens des dispositions du Code de l'environnement.

4.2 Étude d'impact

Les articles L.122-1 à L.123 du Code de l'Environnement décrivent le cadre des opérations soumises à évaluation environnementale (étude d'impact).

Le projet de classement ne relève pas de la catégorie des projets de travaux, d'ouvrages et d'aménagements régis par la section 1 (Art. L.122-1 à L.122-14), ni à celle des plans et programmes régis par la section 2 (Art. L.122-4 à L.122-11).

En effet, si le dossier comprend un plan de gestion et de valorisation qui rappelle les objectifs poursuivis par la proposition de classement et tente d'apporter une réponse aux enjeux mis en évidence pour sa transmission aux générations futures en bon état de conservation, ce document n'est toutefois pas opposable aux tiers (circulaire DNP/SP2000-1 du 30 octobre 2000) et n'a aucune valeur juridique. Il n'est donc pas assimilable à un plan ou programme pour l'application des dispositions de l'article L.122-4 du Code de l'environnement.

Le dossier de proposition de classement ne comprend donc pas d'étude d'impact, ni de décision de non-soumission au cas par cas.

4.3 Études des incidences Natura 2000

Le périmètre de classement proposé n'intercepte aucun sites Natura 2000

Dès lors, le projet de classement n'a pas lieu d'être soumis à évaluation des incidences au titre de Natura 2000 dont le régime d'évaluation est régi par le Code de l'Environnement (articles L.414-4 puis R.414-19 à 23).

4.4 Calendrier engagé et prévisionnel



5- Ouverture et déroulement de l'enquête publique

L'enquête publique mentionnée aux articles L.341-3 et R.341-4 du Code de l'environnement a pour objet l'information et la participation du public afin de recueillir et de prendre en considération ses appréciations, suggestions et contre-propositions ; ainsi que la prise en compte des intérêts des tiers préalablement à l'instauration d'une servitude d'utilité publique. L'ensemble des textes régissant l'enquête publique est repris au paragraphe 7

5.1 Ouverture de l'enquête

L'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête publique est le préfet de département. Le dossier soumis à enquête publique, détaillé au point 3, comporte les pièces ou éléments exigés par la réglementation ainsi qu'une note de présentation non technique du projet. Cette enquête fait l'objet d'un rapport ainsi que de conclusions motivées du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête.

- Désignation de la commission d'enquête ou du commissaire enquêteur

Le Préfet du Nord saisit le Président du Tribunal Administratif en précisant l'objet de l'enquête et la période proposée pour celle-ci. Ce dernier dispose alors d'un délai de 15 jours pour choisir un commissaire enquêteur ou les membres d'une commission d'enquête parmi lesquels il choisit un président.

- Arrêté préfectoral d'ouverture d'enquête

L'enquête publique est ouverte par arrêté du Préfet du nord qui aura transmis, avant signature de l'arrêté d'ouverture d'enquête, au commissaire enquêteur ou à chacun des commissaires enquêteurs une copie du dossier complet soumis à enquête publique en format papier et en version numérique.

- Publicité de l'enquête

La publicité de l'enquête publique est régie par les articles L 123-10 et R 123-11 du Code de l'Environnement. Un avis reprenant l'arrêté du Préfet du Nord doit être publié dans deux journaux locaux ou régionaux, quinze jours au moins avant le début de l'enquête, et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci, dans les mêmes journaux. Cet avis fait également l'objet d'un affichage dans les mairies concernées et sur le site du projet de classement quinze jours au moins avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de cette dernière. L'avis précité est publié sur le site internet de l'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête.

- Déroulement de l'enquête

La durée de l'enquête ne peut être inférieure à 15 jours le projet de classement ne faisant pas l'objet d'une évaluation environnementale (art. L123-9 du code de l'environnement). Cette durée doit néanmoins être raisonnable pour permettre au public de prendre connaissance du projet. Le délai proposé sera donc de 1 mois.

Ce délai pourra être prolongé pour une durée maximale de 15 jours sur décision motivée du Président de la commission d'enquête ou du commissaire enquêteur, notamment pour permettre la tenue d'une réunion d'information et d'échange avec le public. Dans ce cas la demande doit être notifiée au Préfet huit jours avant la date initialement prévue pour la fin de l'enquête publique. La prolongation de l'enquête serait également portée à la connaissance du public au plus tard à la date de fin initiale prévue pour cette enquête par affichage et par tout autre moyen approprié.

Pendant la durée de l'enquête, le public peut consigner ses observations, propositions et contre-propositions sur le registre d'enquête, établi sur feuillets non mobiles, côté et paraphé par le commissaire enquêteur ou un membre de la commission d'enquête, tenu à leur disposition dans chaque lieu où est déposé un dossier.

- Réunion publique

Le Président de la commission d'enquête ou le commissaire enquêteur peut estimer nécessaire d'organiser une réunion d'information et d'échange avec le public. Cette réunion peut entraîner une prorogation de l'enquête (cf ci-dessus). Dans ce cas la commission d'enquête ou le commissaire enquêteur auront préalablement informé l'autorité en charge de l'ouverture et de l'organisation de l'enquête, ainsi que le responsable du projet, en leur indiquant les modalités qu'il propose pour l'organisation de cette réunion, et obtenu leur agrément pour sa tenue et son organisation.

6- A l'issue de l'enquête publique

Le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête établit un rapport qui relate le déroulement de l'enquête et examine les observations recueillies. Le rapport comporte le rappel de l'objet du projet, la liste de l'ensemble des pièces figurant dans le dossier d'enquête, une synthèse des observations du public, une analyse des propositions et contre-propositions produites durant l'enquête et, le cas échéant, les observations du responsable du projet (DREAL des Hauts-de-France – Inspection régionale des sites) en réponse aux observations du public.

Le commissaire enquêteur, ou la commission d'enquête, consigne dans un document séparé ses conclusions motivées en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet. Le commissaire enquêteur, ou le président de la commission d'enquête, transmet à l'autorité compétente pour organiser l'enquête, l'exemplaire du dossier de l'enquête déposé au siège de l'enquête, accompagné du ou des registres et pièces annexées, avec le rapport et les conclusions motivées. Il transmet simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées au président du tribunal administratif. Une copie du rapport et ses conclusions seront adressées aux maires des communes où s'est déroulée l'enquête et à la Préfecture du Nord.

Conformément à la faculté qui lui est octroyée à l'article L 123-15 du Code de l'environnement, si dans un délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur n'a pas remis son rapport et ses conclusions motivées, ni présenté une demande motivée de report de ce délai, il est fait application des dispositions du quatrième alinéa de l'article L 123-15 du Code de l'environnement.

Au vu du dossier de l'enquête et des avis émis, le préfet du Nord fait établir un rapport sur le projet de proposition de classement et sur les résultats de l'enquête. Ce rapport et ses conclusions sont présentés à la commission départementale de la nature, des paysages et des sites en même temps que le projet de classement qui pourra le cas échéant tenir compte de toute ou partie des observations émises. Le dossier sera ensuite transmis au Ministère de la Transition Ecologique pour instruction nationale, avec un passage devant la commission supérieure des sites, perspectives et paysages. Enfin, le dossier fera l'objet d'une décision, soit de rejet, soit de classement par arrêté ministériel (si accord de tous les propriétaires) ou décret pris en Conseil d'État (Art L.341-6 du code de l'environnement), si désaccord des propriétaires.

7- Textes de référence

6-1 Textes relatifs à la participation du public aux décisions ayant une incidence sur l'environnement
Chapitre III du Titre II du Livre 1er de la partie législative du code de l'environnement articles (Art.L123-1 à L123-19-11), et sa partie réglementaire (Art. R123-1 à R.123- 17).

6-.2 Textes relatifs à la protection du patrimoine

Section 1 du chapitre unique du Titre IV du Livre II de la partie législative du code de l'environnement portant dispositions relatives au classement des sites (Art. L.341-3 à L.341-6), et sa partie réglementaire (Art. R.341-4 à R.341-5).

Annexe : Liste des 61 communes traversées par les secteurs pavés de Paris-Roubaix

Artres
Attiches
Auchy-lez-Orchies
Avelin
Baisieux
Bersée
Beuvry-la-Forêt
Bourghelles
Bousignies
Bouvines
Briastre
Brillon
Camphin-en-Pévèle
Capelle-sur-écaillon
Cappelle-en-Pévèle
Cysoing
Ennevelin
Erre
Escarmain
Famars
Gruson
Haspres
Haussy
Haveluy
Hem
Inchy

Lys-lez-Lannoy
Maing
Marly
Mérignies
Millonfosse
Monchaux-sur-Écaillon
Mons-en-Pévèle
Neuvilly
Nomain
Orchies
Quérénaing
Quiévy
Roubaix
Sailly-lez-Lannoy
Saint-Hilaire-lez-Cambrai
Saint-Martin-sur-Écaillon
Saint-Python
Saint-Saulve
Saint-Vaast-en-Cambrésis
Sars-et-Rosières
Saulzoir
Seclin
Sommaing
Templemars
Templeuve-en-Pévèle
Tilloy-lez-Marchiennes
Troisvilles
Vendeville
Verchain-Maugré
Vertain
Viesly
Wallers Arenberg
Wandignies-Hamage
Warlaing
Willems